Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

136-137 | 2014
Désirs d'éthique. Besoins de normes ?

De l'inconfort ethnographique à la question de l'éthique en sciences sociales

From Ethnographic Uneasiness to the Question of Ethics in the Social Sciences

Ndèye Ndiagna Gning

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/4615>
DOI : 10.4000/jda.4615
ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 2 juin 2014
Pagination : 227-252
ISBN : 978-2-9539599-5-6
ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Ndèye Ndiagna Gning, « De l'inconfort ethnographique à la question de l'éthique en sciences sociales », *Journal des anthropologues* [En ligne], 136-137 | 2014, mis en ligne le 02 juin 2016, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/4615> ; DOI : 10.4000/jda.4615

DE L'INCONFORT ETHNOGRAPHIQUE À LA QUESTION DE L'ÉTHIQUE EN SCIENCES SOCIALES

Ndèye Ndiagna GNING*

Les questions éthiques et méthodologiques ont fait l'objet de plusieurs volumes. Plusieurs réflexions portant notamment sur les hiérarchies sociales et/ou sur les terrains dits sensibles (Agier, 1997 ; Ghasarian, 2004 ; Leservoisier, 2005 ; Bouillon *et alii*, 2005 ; Fassin & Bensa, 2008 ; etc.), les enjeux méthodologiques, politiques et éthiques des recherches sur le sida (Vidal, 2004 ; Desclaux, 2008 ; etc.), reviennent sur les conditions d'obtention des données, le statut du chercheur (genre, âge, culture, etc.) dans la relation d'enquête, les postures du chercheur sur le terrain (engagement et distanciation), etc. Si en Occident, cette question de réflexivité est loin d'être nouvelle, pour autant, dans d'autres contextes le contraste est saisissant. En effet, rares sont les ouvrages des chercheurs africains sur leurs conditions d'enquête. Et pourtant, ces questionnements sont loin d'être futiles. En effet, comme le souligne Christian Ghasarian (*op. cit.* : 15), la réflexivité s'impose plus que jamais au chercheur au risque de faire de : « l'ethnographie "conventionnelle", c'est-à-dire non-réflexive, et limitée, pour ne pas dire biaisée, ceci aussi bien lorsqu'elle s'effectue dans des terrains "lointains" que ceux où l'altérité ne saute pas aux yeux ». À cela s'ajoute la question

* LAM-IEP de Bordeaux

11 Allée Ausone – Domaine universitaire, 33607 Pessac cedex
Courriel : gnagna.gning@gmail.com

de l'éthique qui est un enjeu important de la recherche anthropologique et se pose avec une certaine acuité selon les objets d'étude ainsi que les choix méthodologiques. De nos jours, le dépôt d'un projet aux comités de recherche nationaux et internationaux devient un passage obligé pour tout chercheur qui traite d'un sujet relatif à la santé des populations et plus particulièrement en lien avec le sida dans les pays du Sud, conformément à la charte de l'ANRS (Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites virales). Dans ces conditions, le début d'une recherche, même en sciences sociales, dépend fortement de l'avis de ces comités qui peuvent en refuser la réalisation, s'ils jugent que le chercheur ne respecte pas une éthique pourtant bien souvent pensée dans le domaine médical. Ainsi, dans le cadre de ma thèse, j'ai dû soumettre un dossier au Comité national d'éthique pour la recherche du Sénégal. Toutefois, comme d'autres l'ont déjà souligné¹, à bien des égards, l'applicabilité de l'éthique médicale pose problème en sciences sociales (risques sous-estimés pour les participants, accès limité aux informateurs, difficultés liées à la signature du consentement éclairé, etc.).

Partant de ces remarques, je reviens dans cette analyse sur des situations d'enquête afin d'illustrer concrètement en quoi travailler sur l'homosexualité ne va pas de soi. J'entends ainsi retracer les difficultés déontologiques et méthodologiques qu'il y a à faire du terrain « chez soi » sur un sujet tabou tel que l'homosexualité (au vu de la situation juridique et sociale de l'homosexualité au Sénégal) et présenter les postures d'enquête adoptées. Cette question est en effet cruciale lorsqu'on est femme, musulmane et sénégalaise. Dans le même temps, je discuterai de la difficulté de respecter anonymat et confidentialité face aux sollicitations des ONG et aux exigences du Comité national d'éthique pour la recherche du Sénégal. Il s'agit de montrer que l'éthique ethnographique ne saurait se résumer à un

¹ Cette contrainte de l'éthique médicale quant à l'accès au terrain telle que l'a analysée Alice Desclaux (*op. cit.*) fait de plus en plus débat eu égard au nombre de chercheurs travaillant dans les pays du Sud ayant été confrontés à cette question.

ensemble de règles définies *a priori* par un comité, mais qu'elle est au contraire contextuelle et pragmatique.

L'ethnologue face aux attendus sociaux et à son objet d'étude

D'un point de vue méthodologique et épistémologique tout terrain présente des difficultés. Toutefois, il faut reconnaître que travailler sur l'homosexualité ne va pas de soi. Comme l'écrit Howard Becker (1985 : 194) : « Les phénomènes moraux qu'implique toute étude de la déviance sont difficiles à maîtriser. Cette question constitue un aspect d'un problème plus général, celui du point de vue que le chercheur doit adopter sur ce qui est conventionnellement tenu pour mal et des sympathies qu'il ressent pour telle ou telle catégorie. Ces contraintes se posent naturellement dans l'étude de n'importe quel sujet, mais elles sont susceptibles d'être plus aiguës dans la mesure où les pratiques des acteurs sur lesquelles porte l'investigation sont conventionnellement blâmées ».

Celles-ci apparaissent encore plus complexes pour moi au moment d'aborder la question de l'homosexualité dans la mesure où j'appartiens au groupe majoritaire qui véhicule largement des stéréotypes négatifs sur les hommes aux identités sexuelles multiples². De fait, j'ai décidé sciemment de ne pas parler de ma recherche à ma famille (car celle-ci n'a pas le même recul que moi) afin de ne pas répondre à certaines interrogations et dans le but de mieux protéger mes informateurs. Comme l'écrit Fatoumata Ouattara (2004 : 639), « certaines exigences familiales vont à l'encontre des exigences de l'enquête ». Il me faut d'ailleurs reconnaître que pour ma part travailler sur l'homosexualité n'était pas évident au début. Cela a nécessité un véritable travail de désengagement, une mise à distance des préjugés dont j'étais

² Ici, je préfère la périphrase « hommes aux identités sexuelles multiples », car le terme MSM [men who have sex with men] ou son équivalent français HSH [hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes] relève d'un langage appartenant pour une large part au registre mobilisé par les associations au Sénégal mais les individus rencontrés l'utilisent peu au quotidien, ou alors dans des contextes ou avec des interlocuteurs précis.

porteuse par mon éducation, mon milieu d'origine. C'est à Bordeaux que j'ai commencé une entreprise de « déprise », de rupture avec les prénotions, appliquant ainsi à moi-même la première règle de la méthode sociologique (Durkheim, 2010). Cette déconstruction de mon objet d'étude n'aurait pas pu se faire, malgré ma bonne volonté initiale, sans l'aide de Jean³. J'avais l'habitude de partager avec lui ainsi qu'avec d'autres filles (connues presque à la même période sur notre lieu de travail commun en 2009) des sorties au restaurant ou des soirées chez l'un d'entre nous de façon sporadique. Toutefois, nous avons tous les deux des échanges réguliers sur certains réseaux sociaux (MSN, par exemple, logiciel de chat sur le net), et par téléphone. Jean, originaire de Lyon, s'était installé à Bordeaux depuis 2008 dans un foyer pour jeunes travailleurs. C'est un jeune homme de 25 ans, plein de vie, drôle, sympa, un peu « folle » (comme il se plaît à le dire). Au moment de notre rencontre, il n'avait pas révélé son homosexualité à sa famille. Pour autant, Jean ne se résout pas à dissimuler son homosexualité face à une crainte de rejet. D'ailleurs, dans les mois qui suivirent, fin 2009, Jean fera son *coming out* dans une émission sur France2. Au fil des rencontres et discussions avec Jean, j'ai appris à mieux le connaître en l'écoutant, en discutant et en échangeant avec lui sur son vécu, sans jugement moral. J'ai appris à déconstruire mes propres stéréotypes ce qui m'a permis de fonder scientifiquement mon travail. C'est à partir de mes discussions avec Jean que j'ai été amenée à privilégier davantage la dimension sociale de l'expérience de l'homosexualité (vie familiale, sociale, professionnelle, difficultés rencontrées au quotidien, etc.) que la dimension sexuelle. D'autres rencontres, avec des homosexuels militants à AIDES Gironde m'ont également été utiles, même si celles-ci n'ont pas revêtu la même importance que mes échanges avec Jean. Une fois au Sénégal, cet apprentissage m'a été fort utile sur le terrain. Mais, cela ne m'a pas évité les difficultés

³ Tous les prénoms cités dans ce texte ont été modifiés. Avec les hommes rencontrés au Sénégal cela a fait l'objet d'un choix personnel de leur part pour les besoins de l'enquête.

rencontrées lorsque l'on fait de l'anthropologie chez « soi » sur l'homosexualité.

Si d'après Jean-Pierre Dozon (1989) il existe des sujets qui autorisent un certain « confort ethnographique », dans mon cas c'est plutôt l'inverse. Mon intérêt scientifique pour l'homosexualité a suscité à la fois étonnement et incompréhension.

De la méfiance s'est manifestée chez les MSM sur le mode de : « Qu'est-ce qu'elle est venue chercher ? ». Cette méfiance s'est davantage accrue par le fait que mes informateurs ont eu du mal à situer l'anthropologie par rapport à des professions telles que le journalisme. Le simple fait que je sois munie d'un dictaphone a suffi à m'assimiler à cette profession. Certains hommes ne m'ont confié que plus tard au cours de l'enquête que j'avais initialement suscité de la méfiance chez eux. « Sincèrement la première fois qu'on vous a vue on se disait faites attention, elle doit être une journaliste⁴ ! ». Si, comme le rapporte Daniel Bertaux, les journalistes « en nombre de lieux [...] ont mauvaise réputation » (2006 : 55), cela est particulièrement vrai auprès de la communauté sénégalaise des hommes aux identités sexuelles multiples à qui ils ont fait du mal avec leurs articles. Il n'est pas inutile de rappeler que c'est par le biais d'une forte médiatisation politique que la controverse sur l'homosexualité a pris forme dans l'espace public. En effet, depuis 2008, ces hommes font l'objet d'une attention considérable de la part de la presse sénégalaise. Pendant plusieurs mois, ils ont fait la une des journaux locaux (populaires et officiels). Ils sont présentés dans les médias en des termes dévalorisants et insultants tels que : « pédé, *dunk*⁵, homo, ou *goorjigeen*⁶ (*goor* : homme/*jigeen* : femme,

⁴ Soulignons que ce genre de remarque a davantage émané de la part des non-militants que des associatifs qui avaient déjà l'habitude de participer à des recherches.

⁵ *Dunk* signifie plume, terme vernaculaire péjoratif pour désigner ces hommes.

⁶ Dans l'acception usuelle, ce terme recouvre deux dimensions : sociale et sexuelle. Sur ce dernier point, le terme *goorjigeen* (littéralement l'homme-femme) est une exodésignation, un terme d'opprobre, par

goorjigeeen signifie littéralement l'homme-femme) ». Cette médiatisation s'est accompagnée par une série de violences et l'arrestation de plusieurs de ces hommes. Les arrestations les plus publicisées furent celles des cinq personnes interpellées par la Division des investigations criminelles en février 2008, à la suite de la publication de photos de mariage de deux hommes à Petit-Mbao (20km au sud-est de Dakar) par le magazine *Icône* (magazine *people*). En 2009, s'en est suivie l'arrestation de neuf associatifs dans la demeure du président d'AIDES-Sénégal (association de MSM⁷) condamnés par le tribunal de Dakar à huit ans de prison pour « acte contre nature et association de malfaiteurs », avant d'être libérés en juin 2009 (Gning, 2013a).

Outre la suspicion, l'intérêt porté à l'homosexualité suscite également de l'indignation de la part des populations, et de certains proches. Cela pose le problème de l'acceptabilité du terme d'homosexualité en tant qu'objet d'étude et témoigne du statut de l'homosexualité dans la société sénégalaise. Michael Pollak constatait déjà en 1982 que « tout regard scientifique sur l'homosexualité pose problème ». Moi qui croyais avoir échappé à l'incompréhension que pouvait susciter mon sujet auprès de ma famille, je me vois maintenant confrontée aux interrogations inquisitrices de certaines connaissances. Je peux citer à cet effet, les propos tenus par cet ami sénégalais : « Je savais que tu aimais les sujets compliqués, mais franchement l'incongruité même de l'homosexualité ne mériterait guère d'attention ». Il poursuit : « J'espère que toi qui es musulmane et sénégalaise tu ne cautionnes pas de tels comportements (en parlant des pratiques homosexuelles entre hommes) ». De fait, c'est en raison de mon appartenance religieuse que certains responsables d'ONG locales (non MSM) se sont offusqués parce que je menais des entretiens en plein mois de

conséquent discriminatoire pour les hommes concernés. Cependant, quoiqu'à certains égards insultant, diffamatoire et infamant, l'usage du terme *goorjigeeen* par ces hommes est pensé comme affectueux, marque d'une expérience partagée.

⁷ Tel qu'ils se désignent dans le cadre de la lutte contre le sida.

ramadan (mois sacré, de repentir pour les croyants). Un de ces derniers s'adresse ainsi à moi sur un ton plaisantin certes, mais critique : « Ton jeûne ne sera pas accepté. C'est toi qui vas faire des entretiens avec eux ! Moi, pendant le mois de ramadan, je limite mes contacts avec ces MSM ».

En tant que membre de la société sénégalaise, je suis porteuse de manière plus ou moins consciente de telles normes et valeurs ou pour le moins je ne peux guère y échapper dans mon milieu d'origine. Toute la difficulté de mon enquête a donc consisté à conjuguer respect des normes de sociabilité, appartenance sociale, religieuse et culturelle et postures d'enquête pour reprendre Mamadou Diawara (1985). Ainsi, « toute la question est comment s'assurer que la proximité culturelle du chercheur indigène n'engendre pas une forme de cécité ethnographique, une incapacité de regarder au-delà de la règle et de l'évidence ? » (Rhani, 2009 : 121). Entre engagement et/ou distanciation, quelle(s) posture(s) adopter ?

Les postures d'enquête adoptées sur le terrain

Pour Michel Agier (*op. cit* : 75-76), la posture du chercheur dans ce cas ne doit pas être « ni trop loin ni trop près tout en demeurant dans une position d'engagement critique qui garantit [son] autonomie de chercheur et de citoyen ». Prenant au mot cette recommandation, j'ai jonglé tout au long de l'enquête avec différentes postures qui ont été définies par la relation avec les enquêtés, en prenant en considération le fait que « la nécessaire démarche d'objectivation du chercheur lui permet, par sa rigueur méthodologique et par la réflexivité, de prétendre au dépassement de sa propre subjectivité » (Bourdieu, 1978 : 67-69). L'adoption d'une posture empathique, la suspension de mon jugement et le cadre non moraliste qui fut le mien, était donc nécessaire pour comprendre et restituer fidèlement le vécu des hommes que j'ai rencontrés. Toutefois, d'autres biais montrent que la place ou l'acceptation du chercheur sur son terrain est un travail continu et prend en compte plusieurs aspects. Comme le remarque Olivier Leservoisier

(2005 : 10) : « [La présence du chercheur sur le terrain] n'est pas obligatoirement acquise et l'acceptation ou non de [sa] présence dépend de la place que la société assigne à ce dernier selon les paramètres aussi différents que l'âge, le sexe, ou le statut social, pour ne citer que les principaux ». Je partirai de cette remarque de l'auteur, pour réfléchir sur la place de l'ethnologue, femme, autochtone sur le terrain de l'homosexualité.

Contraintes et enjeux dans la pratique du terrain au Sénégal

D'emblée, le fait d'être femme et sénégalaise m'a paru constituer un obstacle à mon insertion dans le milieu MSM au Sénégal. Le refus de certains hommes mariés a confirmé cette crainte.

Ce fut le cas un jour du mois de septembre 2010. Alors que je faisais un entretien sur la plage avec Bernard (un associatif), je fis la connaissance de Noël. Ce dernier, âgé de 32 ans au moment de l'enquête, est marié et père de deux enfants. Il est originaire de la région de Dakar, mais occupe un poste de gardien à Mbour (site touristique située dans la région de Thiès). Son travail consiste à surveiller la maison d'un propriétaire français en son absence. C'est devant la villa de ce dernier, que se trouve la paillote dans laquelle Bernard et moi nous nous sommes installés vers midi afin de réaliser l'entretien. La paillote nous offre en effet un abri appréciable contre le soleil très brulant à cette heure de la journée. Dix minutes après notre arrivée, un homme se présente devant nous. Il est de taille moyenne, avec une petite barbe, habillé en short et t-shirt, le visage en sueur (il jouait au football). Ayant remarqué notre présence sur les lieux, il s'est approché de nous. Bernard lui explique que nous sommes là pour travailler et que la paillote étant inoccupée et éloignée des baigneurs présents sur la plage, nous avons choisi de nous y installer. L'attitude de Noël à l'égard de Bernard (tout souriant et chaleureux à son égard) témoignait alors de leur interconnaissance (ce que Bernard me confirme). Très vite, l'attention de Noël ne se porte plus que sur moi et il me propose de bien vouloir lui accorder cinq minutes à la fin de ma discussion avec

Bernard. Une fois qu'il retourne jouer au football avec ses amis, Bernard me confie : *si sama mbaraan*⁸-*yi la bokk* (il est l'un de mes partenaires sexuels occasionnels). Et il me propose même de lui parler afin qu'il m'accorde un entretien, ce que j'accepte. Un rendez-vous est donc pris pour le surlendemain. Je me présente comme convenu à l'heure fixée. Toutefois, après les *naaga dèf, mangui fi rek*⁹ Noël me déclare qu'il s'intéresse à moi, mais pas pour échanger seulement. En clair, il a accepté de me rencontrer, car je lui plais. Cela m'a fort surprise, dans la mesure où Bernard m'avait promis de lui expliquer l'objet de ce rendez-vous. Aussi, par mesure de prudence, je n'ai pas abordé avec lui l'objet de mon travail et après l'avoir quitté, je me suis empressée d'appeler Bernard pour savoir ce qu'il lui avait dit. Ce dernier m'assura que Noël connaissait pertinemment le sujet de l'échange que j'avais eu avec lui, mais qu'étant moi-même une femme et Noël étant « bisexuel », ce dernier n'a simplement pas voulu me dévoiler son autre identité sexuelle. Bernard me rapporta que Noël avait confié qu'il était gêné d'aborder ce sujet avec une femme et qu'il ne l'avait jamais fait avec sa conjointe. Il poursuivit en m'expliquant que si j'avais été un homme il aurait été plus coopératif. J'ai fait cette expérience à plusieurs reprises durant mon enquête. Ainsi, Alexandre m'a opposée le même argument lorsque j'ai sollicité son aide pour rencontrer ses partenaires sexuels (mariés et pères de famille) avec lesquels il vit dans le même quartier.

J'ai discuté avec eux, et je leur ai dit que tu leur garantis anonymat et confidentialité. Mais, ils opposent un refus catégorique à l'idée de rencontrer une femme. Tu sais, ce sont des hommes mariés dont personne ne soupçonne leur homosexualité. Je comprends leur position » (discussion téléphonique avec Alexandre, Dakar, octobre 2010).

⁸ Le terme *mbaraan* désigne une relation amoureuse et/ou sexuelle avec plusieurs partenaires fixes ou occasionnels impliquant un échange de cadeaux en nature ou en argent.

⁹ Salutations d'usage en wolof (langue nationale du Sénégal).

Cette expérience du terrain ouvre une perspective sur la compréhension du statut de l'ethnographe femme sur le terrain de l'homosexualité masculine au Sénégal. L'objectif de cette analyse sur le genre de l'ethnographe, comme le souligne Marieké Blondet (2008 : 79), n'est pas de « chercher à minimiser, les obstacles qu'un homme doit affronter sur le terrain ». En effet, on peut supposer qu'une telle enquête présente également des difficultés pour un homme hétérosexuel et sénégalais car il risque d'être assimilé à ce groupe marginalisé. Cela signifie qu'il peut faire l'objet de stigmatisation et discrimination tout comme le chercheur qui a des rapports sexuels avec une personne de même sexe (Broqua, 2000). Mais, au-delà des difficultés liées à l'objet étudié qui se pose à n'importe quel ethnographe, je souhaiterais mettre l'accent sur les difficultés spécifiques à l'ethnographe femme. Cette dimension est souvent négligée. Or, comme l'a fort justement montré Marieké Blondet (*op. cit.* : 60) : « Les premiers pas sur le terrain sont toujours déterminants ; c'est d'eux que va dépendre l'accès aux données dont l'ethnographe a besoin. Si cela est vrai pour tout chercheur, il apparaît que ces premiers pas sont encore plus subtils à négocier lorsqu'il s'agit d'une femme ethnographe. La question notamment de son positionnement et de son intégration dans la communauté qu'elle étudie se pose de manière vive ».

Autrement dit, si l'anthropologue peut se permettre de s'intéresser à n'importe quel sujet ayant une portée scientifique, dans certaines situations, des obstacles de taille se dressent devant lui le confrontant à la faisabilité même de son étude. Dans certains cas, ces biais peuvent s'expliquer par un manque de légitimité dans la mesure où le chercheur ne partage pas forcément les croyances, valeurs ou pratiques des groupes sociaux étudiés comme le soutient Patrick Awondo (2012) dans sa thèse de doctorat. Au-delà de la question de la légitimité du chercheur d'étudier un groupe qui a des réalités sexuelles différentes des siennes, il est question du sexe de l'anthropologue sur le terrain de l'homosexualité. Les propos que Noël a confiés à Bernard à savoir « la gêne d'aborder ce sujet avec une femme dans la mesure où il ne l'a jamais fait avec sa conjointe.

Par contre, si c'était un homme il aurait été plus coopératif » en est un bel exemple. Être une femme m'a limité l'accès à certains informateurs. Et en contexte de proximité sociale et culturelle, le « sexe de l'ethnographe » se pose en termes plus complexes. À commencer par les horaires de travail (les week-ends, mais également il m'arrivait de rentrer très tard le soir) qui, sont difficilement acceptables pour les proches d'une jeune femme célibataire et sans enfant. De même, certains endroits (bars, hôtels, lieux touristiques, etc.) interdits, connotés négativement, où la simple présence de la chercheuse risque non seulement de choquer, mais également peut lui valoir certains jugements moraux (de mauvaise fille, de fille de nuit, etc.). Ainsi, de temps à autre, ma grande sœur me rappelait à l'ordre quand je rentrais tard en me disant de ne pas occulter certaines réalités sénégalaises concernant les filles qui se déplacent tout le temps. D'après elle, les gens peuvent m'étiqueter en tant que *jigeeenu guddi* (littéralement fille de nuit), en un mot, une prostituée. Au Sénégal, comme le rappelle Gora Mbodj (1988), dans la société wolof la femme doit avoir des « pas courts » (*gate tank*). Cela signifie ne pas sortir trop souvent de la maison. Si cette conduite est attendue de la femme mariée, elle l'est davantage pour une jeune femme célibataire, car cela fait partie des qualités recherchées lors du choix de la conjointe. Dans ce contexte d'enquête, le statut de femme se conjugue aussi avec l'autochtonie.

À l'inverse, il faut dire que l'anthropologie « chez soi » présente également certains avantages. L'appartenance à la culture sénégalaise m'a été utile dans la mesure où je parle wolof (je n'avais donc pas besoin d'interprète) et le fait de venir de France et de me préparer depuis Bordeaux m'a permis de développer un sentiment d'étrangeté vis-à-vis de ma propre société me permettant de mieux l'interroger. Aussi, être une femme m'a aidée dans cette recherche, dans la mesure où la plupart des hommes aux identités sexuelles multiples s'entourent de filles appelées *jéeggu ubbi*, (*jéeg* : une

femme non vierge et/ou une femme mariée/*ubbi*¹⁰ : ouvrir) (Gning, 2013b), avec qui ils entretiennent de très bons rapports amicaux. Ce terme est utilisé par les associatifs rencontrés pour désigner une partenaire féminine non sexuelle, une sœur, une confidente qui les accepte en tant que *goorjigeeen* avec qui ils ont de très bons rapports amicaux. De même que le terme *gayfriend* est utilisé pour désigner l'homme qui n'est pas un *goorjigeeen*, mais qui accepte les *goorjigeeen* (entretien réalisé avec un président d'une association de MSM, Dakar : août 2010).

Établir un rapport de confiance avec mes informateurs

De façon générale, nos discussions, mais aussi le « bouche à oreille » ont bien fonctionné et m'ont permis de nouer une relation de confiance avec mes informateurs. Ces derniers ont été très attentifs à la façon dont je me comportais et échangeais avec eux. L'attitude que j'adoptais se caractérise par la suspension du jugement alors que dans les interactions quotidiennes avec les ONG (non MSM) ces hommes rapportent des formes de jugement (refus de les saluer, discours homophobes, etc.), par une attention exprimée dans le fait de leur rendre visite à domicile, de répondre à certaines de leurs invitations, etc. Ce rapport de confiance s'est manifesté également par des sollicitations pour des problèmes plus personnels. Ainsi durant mon enquête, j'étais parfois enrôlée comme médiatrice lors de certaines disputes. Cela n'aurait pas pu se faire sans cette sympathie, mais plus largement sans la confiance qu'ils m'ont accordée. Nos rapports étaient cordiaux, et ils ne manquaient jamais une occasion de me manifester leur intérêt, me rendant par exemple visite lorsque j'étais souffrante. La qualité de notre relation, et l'intérêt que ceux-ci ont porté à ma recherche se sont également traduits par mon introduction par leur biais auprès de personnes

¹⁰ De façon symbolique, il désigne dans le milieu MSM, celui qui s'« ouvre » à l'autre pendant la relation sexuelle entre hommes. Il est généralement désigné par le qualificatif de passif et sur le plan social est souvent confondu avec les hommes efféminés. Il est souvent désigné dans l'espace public comme le *goorjigeeen* (homme-femme). Pour une analyse plus détaillée voir Gning (2013b).

susceptibles d'être intéressantes pour l'étude (des non-militants, des mineurs, des femmes aux identités sexuelles multiples) sans attendre aucune motivation financière de ma part, ce qui n'était pas le cas lors de nos premières rencontres.

De la légitimité institutionnelle à la rencontre ethnographique

Au début, mon rattachement institutionnel à l'ANRS par mon financement m'a donné du crédit aussi bien du côté des ONG locales que des MSM associatifs. En effet, après avoir attendu trois mois pour obtenir une réponse de la part du coordinateur d'ENDA Santé (ONG, non MSM, investi dans la lutte contre le sida auprès des hommes aux identités sexuelles multiples au Sénégal), il a suffi que je mentionne dans un ultime courrier le financement de l'ANRS pour que ma demande de stage soit immédiatement reconsidérée. Je peux aussi rapporter la confiance avec laquelle Léon (secrétaire général d'une association de MSM) m'avait reçue en tendant vers moi un porte-clés avec le sigle de l'ANRS : « Nous, on fait confiance aux bailleurs qui nous financent. ANRS on la connaît très bien d'ailleurs nous avons déjà eu à travailler avec certains chercheurs. En plus le fait que ça soit ENDA qui nous a mis en contact c'est un gage de confiance ». Pourtant très vite, il m'a semblé impératif d'observer une autre posture. En effet, au cours de l'enquête, deux hommes ne se sont pas présentés aux rendez-vous. J'ai essayé de comprendre les motifs de ces refus. C'est alors, en me rapprochant d'un membre d'une association, que ce dernier me rapporta les propos qui circulaient sur mon compte : « Elle est trop radine. Elle rembourse peu alors qu'elle travaille pour l'ANRS et ENDA Santé ». Ces propos ont leur importance parce que cela pouvait être une contrainte pour accéder à mes informateurs. En effet, un leader associatif dans une autre localité m'avait mise en garde : « Gnagna, évite que les MSM te fassent une mauvaise publicité, car les rumeurs circulent très vite dans le milieu MSM ». Tel que je l'ai indiqué plus haut, « le bouche à oreille » est une technique de communication très utilisée dans le milieu MSM. Cette expérience m'a amenée à entreprendre de nouvelles démarches auprès de certains associatifs pour mieux

éclairer ma position sur le terrain. Mon travail était perçu à l'aune d'autres enquêtes menées auprès d'eux et impliquant le versement d'importantes sommes d'argent aux informateurs. L'exemple d'une enquête en cours me fut donné et pour laquelle les facilitateurs expliquaient recevoir 150 000 FCFA. De même, lors des séminaires organisés par les ONG locales (auxquels j'ai pu participer) le remboursement des frais de transport dépasse 50 000 FCFA. Comparés à ces montants, les 2 000 FCFA que je destinai aux frais de transport paraissent dérisoires. Ces déconvenues m'invitèrent à questionner l'hyper-sollicitation de mes informateurs depuis l'arrestation des neuf associatifs en 2008, et à intégrer cette réflexion à mon travail. Le statut de victime devenait en effet source de revenus par la rémunération du témoignage, selon une logique décrite en Côte-d'Ivoire et au Burkina Faso par Vinh Kim Nguyen (2010).

Sur cette base, restait à construire mon identité de chercheur pour reprendre l'expression de Daniel Bertaux (*op. cit.*). L'expérience de Marieké Blondet faisant du terrain dans les Samoa américaines après le passage de Margaret Mead montre comment le travail de ceux qui nous ont précédés peut être un obstacle auquel le chercheur est confronté malgré lui. Cela constitue un héritage qu'il doit négocier. L'auteure explique (2008 : 74) : « Le passage de Margaret Mead aux Samoa américaines a ainsi laissé une image plutôt négative de l'anthropologie et a quelque peu discrédité les ethnologues, surtout les femmes ». Mais également, elle souligne le fait que les populations disposent déjà d'une certaine connaissance de ce que doit être le chercheur. De fait, leurs demandes sont souvent motivées par les représentations qu'ils se font de celui-ci. En d'autres mots, pour elle, « du point de vue des autochtones, quel que soit son sexe, l'ethnographe est souvent perçu comme une source de richesse et de prestige, mais aussi comme le représentant du pouvoir colonial » (*ibid.* : 76). Certes, en ce qui me concerne la situation est différente parce que je ne suis pas en totale altérité puisque sénégalaise. Cependant, les registres de l'altérité sont multiples : je suis femme, étudiante en France et financée par

l'ANRS. En outre, les sollicitations des enquêtés ne sont pas uniquement fonction du statut d'étranger ou pas de l'ethnologue. L'expérience de Blandine Bila, menant une étude dans sa ville natale Ouagadougou, en est une parfaite illustration. Cette dernière montre que les demandes envers le chercheur ne sont pas seulement particulières à la position d'étranger que celui-ci occupe dans la communauté étudiée. Elle souligne que le chercheur autochtone est ainsi souvent autant sollicité voire plus que son collègue étranger. Elle explique à ce propos (2008 : 5) : « Mon autochtonie, en favorisant la prolongation des attentes envers moi des participants bien au-delà du terme, me distinguait de mon collègue expatrié, coordinateur-nord du programme, présent par intermittence sur le terrain, et rejoignant son pays dès la fin du programme. Ainsi, ni les conditions de ses relations aux participants, ni les enjeux de ces relations ne seront les mêmes pour lui et pour moi ». Et elle précise en évoquant son expérience que : « La chercheuse se trouve ainsi placée, bien malgré elle, dans diverses stratégies sociales (attentes multiformes), dont la non-satisfaction comporte dans le futur un risque de modification des rapports amicaux (crainte de détérioration de la relation) » (*ibid.* : 5). Instruite par l'exemple de Blandine Bila, pour éviter qu'une rumeur négative ne se répande à mon endroit parmi les MSM, j'organisais une nouvelle rencontre avec mes informateurs pour leur expliquer en quoi ma recherche, qui s'inscrit dans le cadre de mon doctorat, est différente des autres enquêtes auxquelles ils ont eu à participer. Cette fois-ci j'insistais également davantage sur mon statut d'étudiante dans la mesure où pour mes informateurs, l'ANRS étant un bailleur international, le remboursement de leurs frais de transport leur semblait légitime. En effet, comme le souligne Daniel Bertaux (*op. cit.* : 55) pour les enquêtés « si vous êtes étudiant, c'est un avantage, on voudra vous aider. Si vous êtes chercheur c'est que vous êtes payé pour ce travail : par qui ? Pour en faire quoi ? ». Par ailleurs, étant stagiaire à ENDA Santé pour les besoins de l'enquête, j'étais perçue comme membre de cette association, donc vue différemment comme j'ai dû m'en apercevoir. Il a donc fallu les convaincre de mon indépendance

par rapport à leur partenaire local (ENDA Santé) en précisant les raisons de mon immersion. À la suite de cette expérience, et avec du recul, j'ai certainement été maladroite quand je me suis présentée. Certes, au début, cela m'a été avantageux, mais sur le terrain il faut constamment réadapter, réajuster en fonction des circonstances et des interlocuteurs. Aussi, la confiance a occupé une place primordiale dans cette recherche. En effet, si le statut d'étudiant peut susciter de la sympathie, cela ne suffit pas à tout moment pour réussir son immersion sur le terrain. Mon travail ne s'est pas résumé uniquement à des entretiens, mais a consisté aussi en l'accompagnement des individus dans leur vie quotidienne, en des discussions informelles, etc. Cela a créé des rapports de confiance entre moi et mes informateurs.

En somme, d'une manière plus déterminante, c'est par le biais de relations privilégiées, c'est-à-dire amicales, avec certains (leaders associatifs ainsi que des membres MSM) pour lesquelles il n'était pas question de « payer » une rencontre, ou du temps passé avec eux, que les rapports d'enquête ont évolué de façon très significative. Méfiants au début, mes interlocuteurs se sont montrés plus confiants, coopératifs, disponibles et admiratifs à mon égard. Ainsi, c'est davantage cette relation de confiance établie au fil du temps qui a amené ces derniers à discuter avec leurs pairs, en insistant sur ma position de jeune chercheuse, courageuse (selon leurs propos), indépendante de toute ONG locale, avec laquelle ils pourront discuter sans censure et même évoquer les conflits d'intérêts avec les partenaires locaux, ce qu'ils n'avaient pas l'occasion de faire dans les autres enquêtes, car les enjeux étaient différents.

La question de l'éthique en sciences sociales

Dans le cadre d'une étude sur le sida, Laurent Vidal souligne (1997 : 103) : « Autant que des nécessités morales et intellectuelles et épistémologiques, les arguments éthiques représentent, aussi, des justificatifs et des atouts pour la démarche anthropologique ». J'avais déjà l'expérience de la recherche sur le sida et des enjeux de

la confidentialité et de l'anonymat (Gning, 2006, 2008). Mais, dans cette recherche, la question de l'éthique occupe une place centrale et se pose avec une certaine acuité. Je suis consciente que la question de l'homosexualité est sensible dans la plupart des pays africains, dont le Sénégal. La situation de visibilité de ces hommes depuis 2008 a suscité nombre de polémiques et une série de violences. Le Sénégal est un pays à 95% musulman et l'homosexualité fait l'objet d'une réprobation morale (en grande partie en raison de la religion et des valeurs culturelles). J'ai réfléchi sur les moyens de préserver l'anonymat de mes informateurs. Tout l'enjeu est de faire de l'anthropologie du « caché » auprès d'une minorité sexuelle discriminée et stigmatisée. La difficulté posée par ce travail consiste à articuler présentation des données et protection de l'anonymat.

En conséquence, la confidentialité et l'anonymat ont été placés au cœur de la relation avec mes enquêtés. Ainsi, pour l'anonymisation, j'ai modifié, avec l'accord de mes informateurs, certaines caractéristiques (nom, prénom, lieu de résidence, profession, etc.) susceptibles de les faire identifier. Cela explique le choix des pseudonymes dans ce texte. En somme, toutes les interviews sont anonymes. Les enregistrements des interviews ont été détruits après transcription. Dans le même temps, je me suis engagée à ne pas divulguer les paroles des enquêtés à leur entourage.

Néanmoins, en dépit des précautions prises pour respecter les règles de confidentialité et d'anonymat de mes informateurs, d'autres difficultés sont apparues. Comme le remarque Jean-Pierre Dozon (2005 : 11) : « Faire du terrain ne va pas de soi ou, plutôt, celui-ci peut s'avérer gros de malentendus, surchargé d'acteurs ou de tiers auxquels l'ethnologue aurait bien aimé n'avoir pas eu à se confronter, ou tout simplement devenir impraticable ».

Dans cette recherche passer par une ONG (non MSM) a été nécessaire pour avoir un premier contact avec mes informateurs. C'est ainsi que je commence en mars 2010 un stage de six mois à ENDA Santé. Mais, dès ma première rencontre avec les responsables d'une association de MSM pendant que j'explique à ceux-ci les

clauses de confidentialité de l'étude, je suis interpellée par la responsable du volet MSM à ENDA Santé. Celle-ci me rappelle l'engagement moral qui me lie à l'ONG. Un engagement moral qui exige un droit de contrôle sur mon travail. Cette situation exprime la crainte de voir les informations recueillies auprès des associatifs utilisées contre l'ONG (comme me l'a signifié, au début, le coordinateur de l'ONG).

Il convient de noter que si l'immersion dans une ONG m'a facilité l'accès aux informateurs, d'un point de vue éthique cette exigence pour accéder aux propos des enquêtés n'est pas sans poser de problème. Dans ces conditions, faut-il respecter le pacte de confidentialité qui me lie à mes informateurs ? Ou alors fournir des informations sur eux et les exposer davantage à des tensions qui règnent déjà entre eux et leur partenaire local ? Faut-il rendre compte de tout, et comment rendre compte ? Comment concilier démarche ethnographique, respect de la confidentialité (dans le milieu dans lequel l'enquête s'est déroulée), partage de l'information et engagement envers l'ONG ?

Le partage de l'information

La restitution des données d'enquête reste une opération très délicate dans certains contextes et plus particulièrement en milieu d'interconnaissance, où il est difficile de respecter la confidentialité des propos des informateurs. De manière révélatrice, c'est ce que montrent notamment Aude Béliard et Jean-Sébastien Eideliman (2008 : 124) dans leur étude sur la question de la prise en charge quotidienne de personnes dépendantes. À propos de cette enquête les auteurs estiment que : « Le respect de la dimension privée de la personne des enquêtés recouvre dans ce cas deux questions bien distinctes. D'une part, il se pourrait que les lecteurs extérieurs à l'enquête soient en mesure de reconnaître les personnes y ayant participé. D'autre part, ces dernières peuvent se reconnaître les unes les autres ». Cette situation invite les auteurs à choisir : « De reconstituer des cas fictifs en mélangeant plusieurs parties de différents cas ou en modifiant la structure, par exemple familiale, d'un cas, de façon à ce qu'une personne qui se reconnaît elle-même

ne puisse pas en déduire systématiquement que les autres personnes représentées dans le cas sont des proches. Une telle opération nécessite plusieurs découpages : d'abord entre l'analyse (qui est menée sur les cas réels) et l'exposition des résultats (qui consiste à mélanger des cas sans modifier les conclusions), ensuite entre la communauté des lecteurs (à la disposition de laquelle il faut tenir un document précisant comment se présentaient les "vrais" cas, comment ils ont été mélangés pour construire les cas exposés dans le texte) » (*ibid.* :138).

M'inspirant de la démarche de ces auteurs, j'ai choisi de faire un découpage des différents témoignages recueillis afin de mieux anonymiser mes informateurs. Aussi, j'ai décidé de rendre compte des problèmes identifiés sans pour autant dévoiler l'identité des personnes concernées et de rester à un niveau de généralité en abordant la question de la famille, du travail, de la participation qui respecte la confidentialité. Cela permet de protéger à la fois mes informateurs tout en respectant mes engagements envers les ONG.

Dans le même temps, certaines exigences du Comité national d'éthique pour la recherche concernant le processus de recueil du consentement éclairé m'ont amenée à formuler une éthique mieux adaptée à ma recherche. Je propose de l'aborder dans cette section ci-après.

L'éthique de ma recherche

À la suite des procès médicaux des médecins nazis à Nuremberg, le code du même nom a été élaboré puis adopté en 1947 afin de protéger les participants aux études médicales. Ce code concernait également les expérimentations réalisées sur des détenus (sans leur consentement) dans d'autres pays tels que les États-Unis ou la Grande-Bretagne. L'un des principes fondamentaux de ce code est le consentement éclairé, qui doit être un préalable à toute recherche portant sur des sujets humains. Si, au début, ce code ne concernait que les « expériences médicales », depuis la ratification de la déclaration d'Helsinki en 1964 et sa révision en 1975 à Tokyo, les chercheurs en sciences sociales travaillant sur la santé sont soumis aux mêmes règles que les médecins. Cependant, cette règle

n'est pas appliquée de la même façon en France, par exemple, que dans les pays du Sud (Desclaux, 2008).

Dans le contexte du sida, l'ANRS a été un acteur important du développement d'une réflexion éthique. Cette agence de financement exige des chercheurs travaillant dans les pays en développement de passer devant un comité d'éthique pour obtenir un financement (cf. charte éthique sur la recherche dans les pays en développement). Cependant, cela ne veut pas dire que les chercheurs en sciences sociales ignoraient l'éthique dans leur recherche, mais comme le remarque Didier Fassin (*op. cit.* : 118) : « L'éthos du chercheur fondait l'éthique de sa recherche ».

Cela m'a conduite à déposer donc un dossier au Comité national d'éthique pour la recherche du Sénégal avant le début de mes enquêtes de terrain. C'est ainsi que le 31 mai 2010 je reçois un courriel du comité. Voici quelques-unes de ses exigences.

Le CNERS dans sa séance du 12 mai 2010 a examiné le protocole SEN 11/10 intitulé *Une réalité invisible : l'homosexualité et la prévention du sida au Sénégal*¹¹, et a retenu les commentaires suivants :

- Le CNERS trouve l'étude intéressante sur le plan scientifique, mais demande au promoteur d'apporter des précisions sur l'aspect méthodologique et de revoir le processus de recueil du consentement.

- La destruction immédiate des enregistrements n'est pas acceptable du fait de la nécessité de remonter à cette source pour vérifier si des propos n'ont pas été travestis.

- Quelle est la pertinence de déposer les consentements signés en France ? Il convient plutôt de sécuriser les fiches au Sénégal et veiller à ce qu'elles ne soient pas accessibles à n'importe qui.

- Les fiches de consentement sont des documents de preuve d'un accord entre le chercheur et l'enquêté et aident à clarifier les

¹¹ Titre provisoire de la thèse. Titre final de la thèse : *Une réalité complexe. Sexualités entre hommes et prévention du sida au Sénégal*.

responsabilités en cas de litige et si le nom du signataire est travesti, cette fiche n'est plus valable.

À la réception du courriel, j'explique au secrétaire permanent du comité que ces exigences posent problème. En reportant les noms et prénoms exacts, l'anonymat de l'identité de mes enquêtés n'est plus respectée, alors que pour ces hommes, le respect de celui-ci paraît primordial pour participer à cette enquête. Le secrétaire permanent me conseille alors d'exclure toute personne refusant de se conformer à cette règle. Il me demande aussi de ne pas impliquer les mineurs dans cette étude.

Force est de constater, comme le souligne Didier Fassin (*op. cit.* : 123), que si l'éthique médicale repose sur trois principes : le consentement éclairé, les risques et bénéfices pour les enquêtés, et la sélection des sujets, cependant « dans l'application de ces règles des sciences biomédicales aux sciences sociales, c'est essentiellement le premier aspect qui est pris en compte, dans la mesure où les questions des "risques et avantages" et de "sélection des sujets" ont une moindre pertinence ». J'en ai fait l'expérience sur mon terrain. En effet, si dans ses recommandations, le comité me demande d'apporter des preuves que la parole n'a pas été travestie, que chacun a signé l'accord, etc., jamais la question des risques pris par mes informateurs ainsi que ma capacité à adapter une pratique de recherche au contexte et aux situations d'enquête n'apparaît. Sous cet aspect, il semble ici que l'éthique médicale est surtout un moyen de protéger le chercheur.

Cette situation m'a amenée à négocier l'éthique normative des médecins pour développer une éthique pragmatique, plus proche de la vie réelle (situation dont l'enquête ethnographique essaye de s'approcher) en prenant en considération ma relation avec mes informateurs, c'est-à-dire leurs attentes et en respectant leurs craintes. En résumé, dans un premier temps, avec la volonté de respecter les prescriptions éthiques et pouvoir ainsi commencer l'enquête de terrain, j'ai corrigé à nouveau mon dossier en prenant en considération les remarques du comité (citées plus haut). Cependant, de façon concrète sur le terrain, cette règle qui

s'applique au consentement éclairé n'a pas été respectée pour les raisons suivantes. Primo, certains MSM ne voulaient pas reporter directement sur le formulaire leurs prénoms et noms exacts. Donc, je leur ai laissé la possibilité de modifier leur identité. En effet, dans nombre de sociétés africaines, si la parole a plus de valeur symbolique, l'écrit par contre est très redouté. Dans ce cadre, un consentement éclairé daté et signé engage une certaine responsabilité que les acteurs ne sont pas prêts à accepter en raison des représentations sociales sur l'écrit ainsi que du contexte de l'homosexualité au Sénégal. Aussi, suivre la recommandation du comité m'aurait conduite à renoncer à faire des enquêtes. Secundo, dans certaines circonstances d'interactions (repas, séminaires, causeries, etc.) et dans certains lieux (salle d'attente, salle d'hospitalisation, boîte de nuit, etc.) la signature du consentement s'est avérée difficile, voire inutile, dans la mesure où cela entre en contradiction avec les principes de l'observation. Le principe de l'observation (tel que décrit par Bronislaw Malinowski) implique que le chercheur se fasse « oublier » afin de recueillir de manière informelle certaines données qui échappent aux entretiens, en d'autres mots, des informations qui sortent du cadre formel de l'enquête. Ainsi, lors des repas, conférences et autres rencontres, j'ai interviewé des hommes aux identités sexuelles multiples à qui j'ai décidé volontairement de ne rien faire signer puisque le cadre n'était pas approprié. Tertio, puisque le comité éthique m'a demandée de n'impliquer que des hommes majeurs, ayant reçu le consentement verbal des mineurs je ne leur ai pas fait émarger de formulaire. Le terrain m'a amenée à les rencontrer et plutôt que de les ignorer, pour respecter la forme de l'éthique, j'ai respecté son esprit en rencontrant ces jeunes (au titre de la description du réel qui est au cœur de la démarche ethnographique), mais en ne les faisant pas signer pour les protéger.

Cette démarche réflexive témoigne, au-delà d'un travail sur soi effectué dans le cadre de mon enquête, du rapport de la société sénégalaise à l'homosexualité. En outre, j'ai voulu montrer que l'éthique anthropologique ressort plus d'une négociation permanente

avec les conditions d'enquête dans le respect de l'autre (avec ses attentes et ses craintes) qu'à l'application d'une règle d'interaction prédéfinie et validée par une signature par laquelle l'enquête exprime d'une manière définitive son accord à participer à l'enquête. Cela me permet de discuter de la différence entre une éthique formelle (incarnée par la signature d'un formulaire de consentement) et une éthique de la relation, contextuelle plus adaptée aux réalités du terrain et fondée sur une confiance qui ne se traduit pas dans une signature, mais dans une attention, un respect, des actes. Les questions abordées pour cette recherche concernent la pratique anthropologique dans son ensemble. Elles m'ont permis de peaufiner ma méthodologie tout au long de l'enquête et pendant la rédaction des données.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGIER M (dir.), 1997. « Ni trop près ni trop loin. De l'implication ethnographique à l'engagement intellectuel », *Gradiva*, 21 : 69-76.
- AWONDO P., 2012. *Homosexualité, sida et constructions politiques. Ethnographie des trajectoires entre le Cameroun et la France*. Paris, EHESS (thèse de doctorat).
- BECKER H., 1985. *Outsiders*. Paris, Éditions A. M. Métailié.
- BÉLIARD A., EIDELIMAN J.-S., 2008. « Au-delà de la déontologie. Anonymat et confidentialité dans le travail ethnographique » in BENS A. & FASSIN D. (dir.), *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*. Paris, La Découverte : 123-141.
- BERTAUX D., 2006. *L'enquête et ses méthodes. Le récit de vie*. Paris, Armand Colin.
- BILA B., 2008. « Anthropologie "chez soi" avec des personnes vivant avec le VIH à Ouagadougou : empathie, méthode et position des acteurs », *Revue en ligne des sciences humaines et sociales*, 17.

- BLONDET M.**, 2008. « Le genre de l'anthropologie. Faire du terrain au féminin », in **BENSA A. & FASSIN D.** (dir.), *Les politiques de l'enquête*. Paris, La Découverte : 59-80.
- BOUILLON F., FRESIA M. & TALLIO V.** (dir.), 2005. *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*. Paris, EHESS.
- BOURDIEU P.**, 1978. « Sur l'objectivation participante. Réponse à quelques objections », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 23 : 67-69.
- BROQUA C.**, 2000. « Enjeux des méthodes ethnographiques dans l'étude des sexualités entre homme », *Journal des anthropologues*, 82-83 : 129-155.
- DESCLAUX A.**, 2008. « L'éthique médicale appliquée aux sciences humaines et sociales : pertinences, limites, enjeux et ajustements nécessaires », *Bulletin de la Société de pathologie exotique*, 101(2) : 77-84.
- DIAWARA M.**, 1985. « Les recherches en histoire orale menées par un autochtone ou l'inconvénient d'être du cru », *Cahiers d'Études africaines*, XXV, 97(1) : 5-19.
- DOZON J.-P.**, 2005. « Préface » in **BOUILLON F., FRESIA M. & TALLIO V.**, *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*. Paris, EHESS-CEAF : 7-11.
- DOZON J.-P., FASSIN D.**, 1989. « Raison épidémiologique et raisons d'État. Les enjeux sociopolitiques du sida en Afrique », *Sciences Sociales et Santé*, 7(1) : 21-36. URL http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/sosan_0294-0337_1989_num_7_1_1117, consulté le 5 janvier 2013.
- DOZON J.-P., VIDAL L.** (eds), 1995. *Les sciences sociales face au sida. Cas africains autour de l'exemple ivoirien*. Paris, Orstom.
- DURKHEIM É.**, 2010. *Les règles de la méthode sociologique*. Paris, Flammarion.
- FASSIN D., BENSA A.** (dir.), 2008. *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*. Paris, La Découverte.
- GHASARIAN Ch.** (dir.), 2004. *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*. Paris, Armand Colin.

GNING N. N., 2006. *Comportements sexuels et IST/VIH/SIDA : le cas des routiers de Petersen*, (master II sociologie). Dakar, université Cheikh Anta Diop.

GNING N. N., 2008. *Les Représentations et Savoirs sur le VIH/SIDA au Sénégal : étude auprès des routiers et pêcheurs* (master II anthropologie). Bordeaux, université Victor Segalen.

GNING N. N., 2013a. « Analyse d'une controverse. Les discours sur l'homosexualité dans l'espace public au Sénégal », *Stichproben*, 24 : 93-120.

GNING N. N., 2013b. *Une réalité complexe. Sexualités entre hommes et prévention du sida au Sénégal*, thèse de doctorat en anthropologie sociale et culturelle. Bordeaux, université de Bordeaux 2.

LESERVOISIER O. (ed), 2005. *Terrains ethnographiques et hiérarchies sociales. Retour réflexif sur la situation d'enquête*. Paris, Karthala.

LESERVOISIER O., **VIDAL L.** (dir.), 2007. *L'anthropologie face à ses objets. Nouveaux contextes ethnographiques*. Paris, Éditions les Archives contemporaines.

MBODJ G., 1988. *Corporité et socialisation en milieu wolof : place et importance du corps et des pratiques corporelles dans la société wolof. Traditions et Changements sociaux*, thèse de doctorat. Toulouse, université Toulouse 2.

NGUYEN V.-K., 2010. *The Republic of Therapy, Triage and Sovereignty in West Africa's Time of AIDS*. Durham/London, Duke University Press.

OUATTARA F., 2004. « Une étrange familiarité. Les exigences de l'anthropologie "chez soi" ». *Cahiers d'Études africaines*, 175 : 635-657.

POLLAK M., 1982. « L'homosexualité masculine, ou : le bonheur dans le ghetto ? », *Communications* (35). *Sexualités occidentales. Contribution à l'histoire et à la Sociologie* : 35-55. DOI : 10.3406/comm.1982.1521, URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/comm_0588_8018_1982_num_35_1_1521, consulté le 22 mars 2012.

RHANI Z., 2009. « Le saint et l'ethnologue : sur les voies de l'ethno-ascèse », *Altérités*, 6 : 115-128.

VIDAL L., 1997. « Méthode et éthique : l'anthropologie et la recherche confrontées au sida » in AGIER M. (dir.), *Anthropologues en dangers. L'engagement sur le terrain*. Paris, Éditions Jean-Michel Place : 99-107.

VIDAL L., 2004. « Réfléchir l'objet : pour une rénovation des sciences sociales de la santé », *Autrepart*, 29 : 3-12.

Résumé

Cet article s'appuie sur une ethnographie menée au Sénégal auprès de ceux qui sont désignés dans le contexte du sida MSM (*men who have sex with men*). Il est question ici des difficultés éthiques à faire du terrain « chez soi » sur un sujet tabou tel que l'homosexualité et les postures d'enquête adoptées. Dans le même temps, j'expose la difficulté de préserver anonymat et confidentialité face aux sollicitations des ONG et aux exigences du Comité national d'éthique pour la recherche du Sénégal.

Mots-clefs : Enjeux éthiques, homosexualité, sida, Sénégal.

Summary

From Ethnographic Uneasiness to the Question of Ethics in the Social Sciences

This article is based on ethnographic fieldwork conducted in Senegal since 2010 with those identified in the context of AIDS epidemic as MSM (men who have sex with men). Here is addressed the ethical problem of field work at home on a taboo subject such as homosexuality and investigation postures adopted. At the same time, I discuss the difficulty of maintaining anonymity and confidentiality opposing the requests from non-governmental organizations and the requirements of senegalese national research ethics committee.

Key-words: ethical issues, homosexuality, AIDS, Senegal.

* * *